

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/28

10 octobre 1996

(96-4044)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION CONJOINTE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
ET DE LEURS ETATS MEMBRES, DU ROYAUME DE NORVEGE,
DE LA REPUBLIQUE D'ISLANDE ET DE LA
PRINCIPAUTE DU LIECHTENSTEIN

Notification au titre de l'article V:7 a) de l'Accord général
sur le commerce des services

Les délégations des Communautés européennes et de leurs Etats membres, ainsi que du Royaume de Norvège, de la République d'Islande et de la Principauté du Liechtenstein, ont fait parvenir au Secrétariat la communication conjointe ci-après. Celle-ci constitue la notification de l'Accord sur l'Espace économique européen ("EEE") que les Communautés européennes et leurs Etats membres, le Royaume de Norvège, la République d'Islande et la Principauté du Liechtenstein ont conclu.

Conformément au paragraphe 7 a) de l'article V de l'AGCS, les Communautés européennes et leurs Etats membres, le Royaume de Norvège, la République d'Islande et la Principauté du Liechtenstein notifient l'"accord d'intégration économique" institué par l'Accord sur l'Espace économique européen qu'ils ont conclu. La notification formelle, présentée conformément aux "lignes directrices pour les notifications au titre de l'Accord général sur le commerce des services", adoptées par le Conseil du commerce des services, est jointe à la présente notification.

Afin que les Membres puissent procéder plus facilement à l'examen prévu, les dispositions de cet accord concernant le commerce des services ont été indiquées dans la notification. Le texte intégral de l'Accord sur l'Espace économique européen où figurent ces dispositions, en version originale, est disponible au Secrétariat de l'OMC. L'accord a été publié au Journal officiel des Communautés européennes (L 1, volume 37, 3 janvier 1994), dans la Proposition n° 100 (1991-1992) présentée au Storting (Parlement norvégien) concernant l'approbation de la ratification (accord ratifié le 19 novembre 1992), dans le Stjornartidindl (Journal officiel islandais), C, n° 31, du 20 décembre 1993, et dans le Liechtensteinisches Landesgesetzblatt, n° 68/1995 du 28 avril 1995.

1. Membres adressant la notification:

Communautés européennes et leurs Etats membres (15)
Royaume de Norvège
République d'Islande
Principauté du Liechtenstein

2. Notification au titre de:

Article V, paragraphe 7 a)

3. Date d'entrée en vigueur:

1er janvier 1994

Durée:

Indéterminée

4. Organismes responsables de l'application de la mesure:

Conseil de l'EEE, Comité mixte de l'EEE, Comité parlementaire mixte de l'EEE, Cour AELE, Cour de justice des Communautés européennes, Tribunal de première instance des Communautés européennes, Autorité de surveillance AELE, Commission des Communautés européennes, autorités législatives, réglementaires et judiciaires des parties.

5. Description de la mesure:

a) Dispositions de l'Accord sur l'EEE qui sont à prendre en compte dans le contexte de l'AGCS:

- Première partie - Objectifs et principes: voir les articles 1 à 7, et en particulier les articles 3 et 4, qui obligent les parties contractantes (voir l'article 2 c)) à prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer la réalisation des objectifs de l'accord, et à interdire, sans préjudice des dispositions particulières prévues par l'accord, toute discrimination exercée en raison de la nationalité;
- Troisième partie - Libre circulation des personnes, des services et des capitaux: voir les articles 28 à 30 (travailleurs salariés et non salariés), 31 à 35 (droit d'établissement), 36 à 39 (prestation de services sans établissement), 40 à 45 (capitaux), 47 à 52 (transports);
- Quatrième partie - Concurrence et autres règles communes: voir les articles 53 à 60 (règles applicables aux entreprises), 61 à 64 (aides d'Etat), 65 (autres règles communes applicables aux marchés publics et à la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale);
- Cinquième partie - Dispositions horizontales liées aux quatre libertés;
- Septième partie - Dispositions institutionnelles;
- Neuvième partie - Dispositions générales et finales.

- b) L'Accord sur l'EEE constitue un accord libéralisant le commerce des services entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, et le Royaume de Norvège, la République d'Islande et la Principauté du Liechtenstein, au sens du paragraphe 1 de l'article V, étant donné que:
- il a une couverture sectorielle universelle qui englobe toutes les activités de services, sous réserve des exceptions prévues aux articles 32 et 33, qui sont pleinement compatibles avec les exceptions prévues aux articles I:3 b), XIV et XIVbis de l'AGCS;
 - il prévoit la libéralisation du commerce selon tous les modes de fourniture, à savoir commerce "transfrontières", "consommation à l'étranger", et "présence commerciale" (avec ou sans mouvement de personnes physiques) ainsi que "mouvement de personnes physiques" (voir les articles 28, 30, 31, 34, 36, 37, 41, 47 et 48);
 - il prévoit l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination, par l'élimination des mesures discriminatoires existantes et l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires (voir notamment les articles 28, 31, 36, 48 et 50);
 - le degré de libéralisation du commerce des services entre la Communauté et ses Etats membres et le Royaume de Norvège, la République d'Islande et la Principauté du Liechtenstein est supérieur à ce qu'exigent les prescriptions et disciplines de l'AGCS à bien des égards. Pour garantir le plein traitement national, des disciplines et des moyens de libéralisation additionnels sont envisagés, par exemple dans les domaines suivants: reconnaissance mutuelle et rapprochement des législations, comportement des monopoles et des fournisseurs de services exclusifs, pratiques commerciales restrictives, paiements, transferts et libre-circulation des capitaux, droit d'établissement, mouvement des personnes physiques, etc.
- c) Conformément au paragraphe 2 de l'article V de l'AGCS, une attention devrait aussi être accordée au rapport entre cet accord et le processus plus large d'intégration économique entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, et le Royaume de Norvège, la République d'Islande et la Principauté du Liechtenstein, processus prévu par l'Accord sur l'EEE. L'intégration économique ne se fait pas uniquement dans le domaine des services mais également en ce qui concerne le commerce des marchandises et les relations économiques en général.

6. Membres spécifiquement affectés, le cas échéant

Aucun. Les Communautés européennes et leurs Etats membres, le Royaume de Norvège, la République d'Islande, et la Principauté du Liechtenstein ont négocié leurs listes d'engagements spécifiques et leurs listes d'exemptions de l'obligation NPF pendant le Cycle d'Uruguay. L'entrée en vigueur de l'Accord sur l'EEE n'a entraîné aucune modification de ces listes. Cet accord a pour but de faciliter le commerce entre les parties. Aucune de ses dispositions ne vise à relever le niveau des obstacles au commerce des services pour les pays non signataires de l'Accord.

7. Le texte intégral du traité peut être obtenu auprès:

- du Secrétariat de l'OMC;
- de la Commission européenne;
- de la République d'Islande;
- de la Principauté du Liechtenstein;
- du Royaume de Norvège.